

DU PAQUET FISCAL AU BOULET FISCAL

À peine arrivé aux responsabilités, le gouvernement Sarkozy-Fillon décidait d'engloutir 15 milliards d'euros par an, presque exclusivement en cadeaux fiscaux pour les Français les plus aisés.

Outre la détaxation des heures supplémentaires (cf. fiche 5), ce paquet fiscal s'est révélé sans aucun effet sur le pouvoir d'achat, l'investissement, la croissance et l'emploi, et ne s'est traduit que par une augmentation des déficits et de la dette publique. Le bouclier fiscal est devenu un véritable boulet fiscal pour le pays.

Le bouclier fiscal à 50 %

Le bouclier fiscal à 60 % voté pendant la présidence Chirac avait permis à 16 000 contribuables de se partager 350 millions d'euros.

Avec le bouclier à 50 %, ce sont près de 800 millions qui sont distribués, dont 564 millions pour les 18 000 contribuables les plus aisés.

La quasi-disparition des droits de succession

Avant le paquet fiscal, 80 % des successions étaient déjà exonérée d'impôts.

En supprimant presque intégralement les droits de succession, le gouvernement a fait un cadeau aux plus gros contribuables, sachant que seuls les 10 % de patrimoines les plus élevés sont supérieurs à 450 000 euros, ce qui conduit à un renforcement de la concentration des patrimoines et des richesses. Une famille de deux enfants pourra transmettre 600 000 euros sans payer aucun droit.

Une aide aux plus gros achats de logement

Le remboursement des intérêts d'emprunt, supprimé en 1997 pour cause d'inefficacité, est essentiellement un effet d'aubaine pour les ménages aisés qui de toute façon auraient acquis un bien immobilier. Il profite d'abord aux

Français les plus aisés, et ne fait que pousser à la hausse les prix de l'immobilier.

Ces 15 milliards d'euros ont été dilapidés en pure perte. Pour les socialistes, il faut au contraire tout à la fois consacrer ces 15 milliards à des mesures favorables au pouvoir d'achat (diminution de la TVA sur les produits de première nécessité, mise en place du chèque transport, augmentation de 50% de la PPE), désendetter l'État et réduire les déficits publics, et améliorer la compétitivité de nos entreprises (par la modulation de l'impôt sur les sociétés, à la baisse pour les bénéficiaires réinvestis dans les entreprises, et à la hausse pour les bénéficiaires qui seraient au contraire distribués).

Aggravés par ce boulet fiscal, les indicateurs économiques depuis l'élection de Nicolas Sarkozy sont tous catastrophiques. Le pouvoir d'achat est en berne (seulement 0,3 % de hausse prévue pour environ 1,6 % d'inflation et une forte modération salariale). La croissance est atone (1,5 % prévue en 2008, malgré des prévisions initiales de 2%), le déficit commercial est historiquement haut (40 milliards d'euros) et la dette publique continue d'exploser (64 % du PIB, en augmentation de 0,6 point de PIB, soit 40 milliards d'euros !).

